

\$144,456,878. Nous avons soutenu une guerre avec toutes ses charges; il nous faut pourvoir au paiement de la dette, aux pensions obligatoires et à bien d'autres charges imputables à la guerre, toutes choses qui, autant que je puis en juger, et en partant des dépenses d'avant-guerre, comme base des calculs devraient porter notre budget à un peu plus de \$300,000,000; mais on nous soumet des bills pourvoyant à des dépenses au montant d'un demi-billion. Je n'ai pas besoin de répéter ce que j'ai dit; à mon avis, c'est là une situation alarmante, et l'on dirait que le gouvernement marche toujours sans se douter qu'il y a eu une guerre, que nous avons une dette de guerre, des problèmes de chemins de fer, des déficits dans l'administration de ces chemins de fer, un exode de notre population aux Etats-Unis et qu'il ne nous vient plus 200,000 à 300,000 immigrants par année s'établir chez nous; ce sont là, semble-t-il, des faits que le gouvernement a ignorés, car autrement n'aurait-il pas d'une manière ou d'une autre visé à l'économie?

L'année dernière, la Grande-Bretagne, dont le budget est très chargé, comme nous le savons, a pu obtenir un excédent de recettes sur ses dépenses, c'est-à-dire un surplus de 100,000,000 de louis sterling ou \$500,000,000 en chiffres ronds, et réduire sa dette d'autant. Ici, en Canada, apparemment, nous n'avons pas pensé à prendre les moyens de réduire notre dette, et m'est avis que nous devrions tous les ans verser à un fonds de réserve un petit montant, mettons une demie de un pour cent par an, et tâcher d'éteindre notre dette de guerre proprement dite dans 50, 60 ou 70 ans. Il nous faudrait nous tracer un plan quelconque relativement à l'extinction de notre dette de guerre.

Je voudrais aussi qu'on abandonnât absolument la pratique de faire une cagnotte de nos revenus, c'est-à-dire recueillir tout l'argent provenant de diverses sources d'impôts et les jeter dans la cagnotte.

Nous avons dans ce pays l'impôt sous toutes les formes en cours aux Etats-Unis et dans la Grande-Bretagne, à une ou deux exceptions près; et par-dessus le marché nous avons cette taxe extraordinaire de six pour cent sur les recettes brutes. Je ne veux pas répéter ou renchérir sur ce qui a été dit là-dessus à cette heure tardive de la session; mais je ne crois pas qu'il soit possible de se rendre compte dans quelle mesure notre mode d'impôts va affecter les affaires dans le Dominion. Ce pays a besoin de toute l'énergie et de toute la meilleure volonté de ses hommes d'affaires, afin de pouvoir établir dans les affaires une situation prospère, d'où il sera possible de retirer des revenus. Cet énorme fardeau d'impôts, plus lourd que partout ailleurs, du moins

dans le monde anglophone, paralyse les affaires. Les recettes d'un commerce peuvent être considérables, mais les résultats à la fin de l'année sont déprimants et décourageants, et des jeunes gens, dans les affaires, pleins d'énergie et nous faisant honneur, s'en vont aux Etats-Unis, je regrette d'avoir à le dire, parce qu'on a mis des entraves à des industries que nous devrions être contents d'avoir chez nous.

Je veux en venir à ceci que nous devrions administrer les affaires de ce pays dans un esprit d'économie, que nous devrions donner à ce mot "économie" un sens que, selon moi, nous ne lui donnons pas à présent. Quand on examine le dernier budget supplémentaire, on ne peut qu'éprouver une certaine surprise de voir que, par le temps qui court, le gouvernement entreprend tant de travaux par tout le pays, je ne veux nommer aucune province en particulier. Je veux bien croire que le gouvernement est pressé de demandes, que ses administrés exigent ceci, cela et encore, et qu'il est bien difficile de refuser; mais nous en sommes rendus à un point dans ce pays où il faut sacrifier quelque chose si nous voulons rétablir notre assiette financière sur une bonne base; nous faisons aussi bien d'en prendre notre parti. Il n'y a pas de doute que le gouvernement reçoit de tous côtés des demandes pour améliorations.

Je ne puis m'empêcher de songer quel bienfait ce serait pour ce pays d'avoir un contrôleur ou un fonctionnaire exerçant les fonctions de contrôleur, un homme qui pourrait, dans cette position, exercer une grande influence, un homme du type de feu Alexander Mackenzie, ex-premier ministre du Canada, M. Mackenzie, mieux que n'importe qui peut-être, a peint la situation dans une lettre à M. Thomas Hodgins, député libéral pour West Elgin à la législature d'Ontario de 1871 à 1879; cette lettre fut publiée dans le *Globe* de Toronto, il y a quelques années. Dans cette lettre M. Mackenzie disait:

Les amis (?) s'attendent qu'on va leur conférer des charges qu'ils ne sauraient remplir, leur accorder des contrats auxquels ils n'ont aucun droit, ou leur faire des avances qu'ils n'ont pas gagnées. Les ennemis eux-mêmes se liguent avec les amis pour les faire avancer. Il y en a qui prennent les bureaux d'assaut, d'autres font des tranchées de circonvallation et entreprennent un siège en règle. Je suis comme dans une ville assiégée, sous les armes, nuit et jour. Je me suis mis à dos une vingtaine au moins de mes amis du Parlement en essayant de défendre la citadelle; un ministre sans énergie ruinerait le parti en un mois, et le pays aussi en peu de temps.

Ce n'est pas là exactement la manière dont se passent les choses aujourd'hui, mais il est nécessaire d'exposer ces idées et l'expression de ces sentiments devant le public. Parmi ces hommes qui demandent des subventions pour certains travaux dans leurs circonscrip-